

MAITRE D'OUVRAGE
INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ DE LA PREVENTION
ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

MAITRE D'OUVRAGE DEGEQUE
AGENCE NATIONALE DES EQUIPEMENTS PUBLICS

CONCOURS ARCHITECTURAL POUR LA CONCEPTION
ARCHITECTURALE ET LE SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU
NOUVEAU SIÈGE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA
PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION A RABAT

REGLEMENT DU CONCOURS ARCHITECTURAL

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU CONCOURS ARCHITECTURAL.....	3
ARTICLE 2 : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES ARCHITECTES	3
ARTICLE 4 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES.....	3
ARTICLE 5 : DOSSIER DU CONCOURS ARCHITECTURAL	4
ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONCOURS.....	5
ARTICLE 7 : DEPOT DES DOSSIERS DES ARCHITECTES	5
ARTICLE 8 : CONTENU DU DOSSIER DES ARCHITECTES.....	5
ARTICLE 9 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES ARCHITECTES.....	6
ARTICLE 10 : DÉTAIL DES PIÈCES CONTENUES DANS LES PLIS.....	7
ARTICLE 11 : ETABLISSEMENT DE L'ANONYMAT	9
ARTICLE 12 : JURY DU CONCOURS ARCHITECTURAL.....	9
ARTICLE 13 : OUVERTURE DES EMBALLAGES CONTENANT LES PROJETS PROPOSÉS PAR LES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 14 : ÉVALUATION DES PROJETS DES ARCHITECTES À HUIS CLOS.....	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS CONTENANT LES PROPOSITIONS FINANCIÈRES EN SÉANCE PUBLIQUE	11
ARTICLE 16 : ÉVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIÈRES À HUIS CLOS.....	11
ARTICLE 17 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS.....	13
ARTICLE 18 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER DU CONCOURS	13
ARTICLE 19 : CRITERES D'ÉVALUATION DES PROJETS DES ARCHITECTES	13
ARTICLE 20 : DOSSIER ADMINISTRATIF POUR L'ALLOCATION DES PRIMES.....	16
ARTICLE 21 : SUITE A DONNER AU CONCOURS	16
ARTICLE 22 : ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT.....	16
ARTICLE 23 : DROITS DE PROPRIETE	16
ARTICLE 24 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS.....	17

ARTICLE 1 : OBJET DU CONCOURS ARCHITECTURAL

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions de l'article 119 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte Contre la Corruption.

Il concerne le concours architectural ayant pour objet : **LA CONCEPTION ARCHITECTURALE ET LE SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIÈGE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION A RABAT**

ARTICLE 2 : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est l'**Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte Contre la Corruption**.

Le Maître d'Ouvrage Délégué est l'**Agence Nationale des Equipements Publics** représentée par son Directeur Régional de Rabat-Salé-Kénitra.

La Maîtrise d'Ouvrage Déléguée est responsable de :

- L'établissement de tous les documents contenus dans le dossier ;
- L'organisation des opérations relatives à la mise en œuvre et au déroulement du concours architectural.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES ARCHITECTES

Conformément à l'article 99 du règlement précité, seuls peuvent participer aux concours architecturaux et être attributaires des contrats de prestations architecturales les architectes qui :

- Sont autorisés à exercer la profession d'architecte à titre libéral et qui sont inscrits au tableau de l'Ordre national des architectes ;
- Sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou à défaut de règlement constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliés à la caisse nationale de sécurité sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

Ne sont pas admis à participer aux concours architecturaux, les architectes qui :

- Sont en liquidation judiciaire ;
- Sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Ont fait l'objet d'un retrait définitif de l'autorisation d'exercice de la profession d'architecte ou d'une suspension de l'exercice de la profession ;
- Ont fait l'objet d'une mesure d'exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions de l'article 150 du règlement précité.

ARTICLE 4 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES

Conformément aux dispositions de l'article 100 du règlement précité, chaque architecte est tenu de présenter un dossier administratif qui comprend :

1. Une déclaration sur l'honneur qui comporte le nom, le prénom, la qualité et le domicile de l'architecte et, lorsqu'il agit au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique de la société, le capital social, l'adresse du siège social, la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés ainsi que le numéro d'inscription à la taxe professionnelle, le numéro d'affiliation à la caisse nationale de sécurité sociale et le relevé d'identité bancaire.

Cette déclaration mentionne, également, que le concurrent architecte :

- A souscrit, d'une police d'assurance couvrant ses risques professionnels tel que prévue par l'article 26 de la loi n° 16-89 relative à l'exercice de la profession des architectes et à l'institution de l'ordre national des architectes promulguée par le dahir n° 1-92-122 du 22 Rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;
 - N'est pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire et, s'il est en redressement judiciaire, qu'il est autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité ;
 - S'engage à ne pas recourir, par lui-même ou par personne interposée, à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés ;
 - S'engage à ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, de promesses de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du contrat et de son exécution ;
 - Certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature.
2. Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent donnant pouvoir à l'architecte d'engager ladite société, lorsqu'il s'agit d'une société d'architectes, instituée conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi n°16-89 précité.
 3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 4. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 99 du règlement précité ;
 5. Une copie certifiée conforme à l'original de l'autorisation d'exercice de la profession d'architecte délivrée par l'administration ;
 6. Une attestation d'inscription au tableau de l'Ordre national des architectes délivrée depuis moins d'un an ou sa copie certifiée conforme à l'original.
 7. Chaque groupement doit présenter, parmi les pièces du dossier administratif, la convention de constitution du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'original. Cette convention doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations.

ARTICLE 5 : DOSSIER DU CONCOURS ARCHITECTURAL

Le dossier du concours architectural est composé de :

- Une copie de l'avis du concours architectural ;
- Le programme du concours architectural ;
- Un exemplaire du contrat d'architecte ;
- Les plans et les documents techniques ;
- Le modèle de l'acte d'engagement de l'architecte ;
- Le modèle de la déclaration de l'identité de l'architecte ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur de l'architecte ;
- Le règlement du concours architectural.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONCOURS

Le dossier est mis gratuitement à la disposition des candidats dans le bureau indiqué dans l'avis du concours architectural dès la première parution de l'avis du concours architectural dans l'un des supports de publication prévus dans l'article 117 du règlement précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier du concours architectural peut aussi être téléchargé du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

ARTICLE 7 : DEPOT DES DOSSIERS DES ARCHITECTES

Les dossiers des architectes sont soit :

- Déposés contre récépissés dans le bureau du maître d'ouvrage délégué à l'adresse indiquée dans l'avis du concours architectural ;
- Adressés par voie recommandée avec accusé de réception à l'adresse précitée.

Les architectes ne peuvent déposer leurs dossiers avant l'expiration du délai limite imparti au maître d'ouvrage pour introduire les modifications éventuelles dans le dossier du concours conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 120 du règlement précité.

Les dossiers des architectes déposés ou reçus postérieurement à la date et à l'heure fixées par l'avis du concours pour la séance d'ouverture des plis ne sont pas acceptés.

A leur réception, les dossiers des architectes sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial.

Un code est attribué et porté sur l'emballage et l'enveloppe contenant la déclaration d'identité de l'architecte remis par ce dernier.

Les emballages et les enveloppes doivent rester fermés et tenus en lieu sûr par le maître d'ouvrage jusqu'à leur ouverture par le jury de concours dans les conditions prévues à l'article 125 du règlement précité.

Les enveloppes comportant les déclarations d'identité des architectes et portant les codes sont mises par le maître d'ouvrage dans un pli distinct.

Les dossiers déposés ou reçus ne peuvent être ni retirés, ni complétés, ni modifiés.

ARTICLE 8 : CONTENU DU DOSSIER DES ARCHITECTES

Conformément à l'article 124 du règlement précité, les dossiers présentés par les architectes doivent comprendre :

A. LA DECLARATION DE L'IDENTITE : dûment remplie et signée ;

B. LA PROPOSITION TECHNIQUE : comportant :

1. Le plan d'implantation orienté situation et masse et indiquant l'emprise du ou des bâtiments à réaliser par rapport aux emprises publiques ainsi que les emprises éventuelles d'équipements publics prévus par les plans d'urbanisme ;
2. Les plans d'architecture aux échelles appropriées présentant les différents niveaux, les assemblages, les coupes et les façades ainsi que tout autre dessin architectural que le règlement du concours architectural prévoit de joindre à la prestation de l'architecte concurrent se rapportant, notamment, aux perspectives, à la simulation dans le site et aux rendus d'ambiance. Ces plans d'architecture doivent être présentés selon le format précisé dans le présent règlement architectural ;
3. La note de présentation à la fois descriptive, explicative et justificative du projet du concurrent, énumérant les ouvrages à réaliser, et indiquant leurs caractéristiques fonctionnelles, leur répartition et leurs liaisons dans l'espace. Elle comporte aussi le

descriptif sommaire des prestations techniques et de finition proposées ainsi que le tableau des surfaces utiles et hors œuvre.

- C. **L'ESTIMATION SOMMAIRE, HORS TAXES**, du coût du projet établie sur la base du calcul des surfaces et des prestations techniques et de finitions proposées.
- D. **LE PROJET DE CONTRAT D'ARCHITECTE** paraphé et signé par ce dernier.
- E. **L'ACTE D'ENGAGEMENT** fixant le taux des honoraires proposé par l'architecte. Cet acte d'engagement, signé par l'architecte concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

ARTICLE 9 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES ARCHITECTES

Le dossier présenté par chaque architecte doit être mis dans un emballage accompagné d'une enveloppe fermée contenant la déclaration d'identité de l'architecte dûment remplie et signée par l'architecte concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

L'emballage et l'enveloppe visés ci-dessus ne doivent comporter aucune mention ni signe distinctif.

L'emballage contient trois plis :

- 1. **Le premier pli** porte la mention « **projet** » et contient la proposition technique.
- 2. **Le deuxième pli** porte la mention « **estimation** » et contient :
 - L'estimation sommaire du coût du projet ;
 - Le calendrier d'établissement des études.

NB : Les pièces contenues dans les plis 1) et 2) ci-dessus ne doivent contenir aucun signe distinctif ou mention particulière pouvant conduire à connaître leur auteur. Le projet qui n'aurait pas respecté cette condition sera rejeté par le jury.

- 3. **Le troisième pli** porte la mention « **proposition financière** » et contient :
 - Le contrat d'architecte signés et paraphés par l'architecte concurrent ou par la personne habilitée par lui à cet effet ou le mandataire du groupement d'architectes
 - Le règlement de concours signé et paraphé par l'architecte concurrent ou par la personne habilitée par lui à cet effet ou le mandataire du groupement d'architectes et portant la mention « lu et accepté » ;
 - L'acte d'engagement fixant le taux d'honoraires.

NB : Il est à souligner que les honoraires des architectes ne peuvent être inférieurs à quatre pour cent (4%) ni supérieurs à six pour cent (6%) du montant hors taxe des travaux réellement exécutés et régulièrement constatés.

Les mentions à porter sur les trois plis (PROJET, ESTIMATION, PROPOSITION FINANCIERE) devront être imprimées sur un papier A4.

L'emballage, l'enveloppe et les plis visés ci-dessus ne doivent comporter aucune mention ou signe distinctif. Dans le cas contraire, le pli ne sera pas ouvert et le candidat concerné sera éliminé par le jury.

ARTICLE 10 : DÉTAIL DES PIÈCES CONTENUES DANS LES PLIS

A. L'ENVELOPPE FERMÉE CONTENANT LA DECLARATION DE L'IDENTITE :

Cette enveloppe de **format A4** (210 mm x 297mm), **de couleur blanche**, fermée devra comprendre, la déclaration d'identité de l'Architecte (fiche destinée à la levée de l'anonymat permettant l'identification du concurrent). Elle comportera le nom et prénom ainsi que l'adresse complète, le numéro de téléphone et de fax et doit être signée par l'architecte ou les membres du groupement d'architectes.

Les documents d'identification qui se trouvent à l'intérieur de cette enveloppe scellée ne doivent pas être visibles par transparence. Dans le cas contraire, le candidat concerné sera éliminé par le Jury.

B. L'EMBALLAGE

B.1 : Premier pli « proposition technique »

B.1.1 : **Panneaux au format A0** : document de présentation graphique et écrite du projet ;

Les panneaux, **en nombre de 02 exactement**, seront au format A0 (841 x 1189). Ils seront orientés horizontalement et montés sur des supports rigides et légers BLANCS de type ALVEOLE ou en plastique PVC expansé (type FOREX ou similaire). Les panneaux doivent comporter de manière lisible l'intitulé du projet en bas du panneau. Ils seront numérotés en bas des panneaux.

L'utilisation de formats ou de supports autres que ceux demandés dans ce règlement, notamment les panneaux en bois, en contre-plaqué, ou à encadrement en bois ou tout matériau lourd entraînera automatiquement l'élimination du candidat par le Jury.

Aussi, le non-respect du nombre de panneaux est considéré comme signe distinctif et entraînera l'élimination immédiate du candidat.

Ces panneaux sont destinés à être exposés. A ce titre, ils doivent permettre la compréhension du contenu et donc être présentés de manière claire et accompagnés de textes synthétiques.

Les panneaux comprendront :

- Le plan de masse à l'échelle 1/500ème définissant la composition urbaine de l'ensemble du site. Ce plan mettra en évidence l'organisation de la construction et celle des espaces publics, l'aménagement paysager, l'organisation des stationnements, les dessertes des piétons, des deux roues et des véhicules, les accès en conformité avec le programme de l'opération.
- Une coupe significative au 1/500ème nécessaire à la compréhension du parti du plan d'aménagement par rapport au site et à la topographie.
- Le plan de RDC général du projet au 1/500ème : le plan mettra en évidence l'organisation des constructions et des espaces publics, l'organisation du stationnement intégré dans le projet et les dessertes des piétons et des véhicules en conformité avec le programme de l'opération.
- Perspectives et vues intérieures, ambiances, et volumétrie etc.

Tous les documents devront inclure des légendes, des échelles graphiques avec indication de l'orientation.

Les échelles indiquées ci-dessus doivent être respectées.

Le plan de masse et le plan du RDC général seront présentés le Nord vers le haut.

NB : Ce dossier ne doit porter aucun signe distinctif et ne doit mentionner aucune indication sur le nom ou le sigle ou l'enseigne de son auteur ni sa signature.

B.1.2 : Tirage du papier : des plans format A0, pliés au format A4 ;

Le dossier remis par les candidats sur tirage papier format A0, pliés au format A4, comportera :

- Plan Masse et plan RDC général à l'échelle 1/500ème ;
- Plans des différents niveaux à l'échelle 1/200ème (y compris plans RDC) avec les aménagements intérieurs faisant apparaître les circulations horizontales et verticales, les espaces affectés à chaque entité fonctionnelle et les espaces majeurs. Sur ces plans seront indiqués la dénomination de chaque espace.
- Au minimum deux coupes transversale et longitudinale au 1/200ème.
- Les Façades du projet au 1/200ème

NB : Ce dossier ne doit porter aucun signe distinctif et ne doit mentionner aucune indication sur le nom ou le sigle ou l'enseigne de son auteur ni sa signature.

B.1.3 : CD : comprenant la version numérique du projet au format DWG (plans coupes et façades), panneaux au format JPEG ;

Le dossier remis par les candidats comportera, en plus des documents cités ci-dessus un support CD ou DVD comportant :

- 1 version numérique des panneaux au format «JPEG», utilisable lors d'une projection ;
- 1 version numérique du projet au format «DWG» utilisable pour le surfacage des projets

NB : Ce dossier ne doit porter aucun signe distinctif et ne doit mentionner aucune indication sur le nom ou le sigle ou l'enseigne de son auteur ni sa signature.

B.1.4 : Cahier relié format A3.

Un cahier relié pour la présentation du projet, format A3 (420mm x 297 mm) à présenter horizontalement. L'intitulé ou le titre du projet devra également figurer lisiblement sur la couverture.

Le cahier relié doit comprendre une présentation complète du projet permettant une compréhension aisée. Une notice explicative comprenant :

- L'explication du parti architectural du projet.
- L'explication du parti constructif du projet : Système constructif adopté, respect des normes de construction, superposition de la structure, ...
- La justification des différents matériaux utilisés ainsi que l'incidence de ces différents choix sur la maintenance, l'entretien, le confort et l'usage du projet.
- La proposition de dispositifs à prendre en compte dans le domaine des énergies renouvelables, du développement durable et de l'écoconstruction. Ces dispositifs doivent être appropriés au projet et doivent être illustrés par des schémas, des représentations graphiques et des textes explicatifs.
- Le tableau des surfaces comparé à celui du programme à remplir.
- L'ensemble des panneaux sous format de réduction A3.
- Ce document représente un complément d'informations non indiquées sur les panneaux

N.B : Au besoin, les concurrents dont les prestations sont retenues pour publication, peuvent être sollicités pour remettre un tirage supplémentaire à échelle réduite selon la demande du maître d'ouvrage, et ce, pour les besoins de l'exposition.

NB : Ce dossier ne doit porter aucun signe distinctif et ne doit mentionner aucune indication sur le nom ou le sigle ou l'enseigne de son auteur ni sa signature.

B.2 : Deuxième pli : « Estimation sommaire »

L'estimation sommaire, hors taxes, du coût du projet établie sur la base du calcul des surfaces et des prestations techniques et de finitions proposées.

Ce pli comprendra également le **calendrier d'établissement des études** architecturales et techniques.

NB : Ce dossier ne doit porter aucun signe distinctif et ne doit mentionner aucune indication sur le nom ou le sigle ou l'enseigne de son auteur ni sa signature.

B.3 : Le troisième pli : « proposition financière » : et contient

Le contrat d'architecte et le règlement de concours signés et paraphés par l'architecte concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet et portant la mention « lu et accepté » ;

L'acte d'engagement fixant le taux d'honoraires (selon le modèle donné en annexe).

ARTICLE 11 : ETABLISSEMENT DE L'ANONYMAT

Les projets des candidats, définis au présent règlement et respectant l'anonymat, devront être présentés sous un emballage fermé et scellé en papier kraft (type papier d'emballage usuel de COULEUR BLANCHE) et ne doit mentionner aucune indication sur le nom, le sigle, l'enseigne ou la signature de son auteur ;

Sur l'ensemble des documents demandés, tout signe distinctif tel que nom, code, papier à en-tête, signe, symbole graphique, signature, paraphe ou inscription manuscrite est strictement interdit.

ARTICLE 12 : JURY DU CONCOURS ARCHITECTURAL

Conformément à l'article 122 du règlement précité, le jury du concours architectural est constitué des membres du jury visés à l'article 106 du règlement précité.

Le maître d'ouvrage peut soit à son initiative, soit sur proposition de l'un des membres du jury, faire appel, à titre consultatif, à tout autre expert ou architecte, dont la participation est jugée utile.

ARTICLE 13 : OUVERTURE DES EMBALLAGES CONTENANT LES PROJETS PROPOSÉS PAR LES CONCURRENTS

1. La séance d'ouverture des emballages contenant les projets proposés par les architectes est publique.

Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par l'avis du concours. Si ce jour est déclaré férié ou chômé, la séance se tient le jour ouvrable suivant à la même heure.

2. Le président du jury ouvre la séance et s'assure de la présence des membres dont la présence est obligatoire.

En cas d'absence d'un ou de plusieurs membres dont la présence est obligatoire, le président invite les membres présents à la séance d'ouverture des emballages à parapher les emballages reçus à cheval sur les rabats et sur les parties sur lesquelles ils s'appliquent. Ces emballages doivent rester fermés et mis en lieu sûr par le président du jury jusqu'à leur ouverture.

Le président reporte, ensuite, la séance d'ouverture des emballages de quarante-huit heures et informe les architectes concurrents présents et les membres du jury du lieu, de la date et de l'heure prévus pour la reprise de la séance publique de l'ouverture des emballages. Il demande, ensuite, au maître d'ouvrage de convoquer, par lettre, le ou les membres absents. Cette lettre doit préciser le lieu, la date et l'heure de la reprise de la séance d'ouverture des emballages.

En cas d'absence, lors de la nouvelle séance, d'un ou de plusieurs membres dont la présence est obligatoire, cette séance se tient valablement.

3. Le président annonce ensuite, ou à la reprise de la séance en cas de report de celle-ci, à haute voix, les journaux ayant publié l'avis du concours, la date de publication sur le portail des marchés publics et, le cas échéant, les références des autres supports dans lesquels l'avis du concours architectural a été publié.

4. Le président s'assure que chaque emballage reçu comporte le code de sauvegarde de l'anonymat.

5. Le président s'assure également de l'existence des enveloppes portant le code de sauvegarde de l'anonymat et contenant les déclarations d'identité des architectes.

Ces enveloppes sont mises dans un pli que les membres du jury paraphent, à cheval sur les rabats et sur les parties sur lesquelles ils s'appliquent. Ce pli doit rester fermé et mis en lieu sûr, par le président du jury, jusqu'à son ouverture dans les conditions prévues au paragraphe 7 de l'article 126 du règlement précité.

6. Le président ouvre les emballages et vérifie la présence, dans chacun d'eux, des plis prévus au II) de l'article 124 du règlement précité. Il porte le code mentionné sur l'emballage sur les trois plis.

7. Les membres du jury paraphent les plis comportant la mention « proposition financière » à cheval sur les rabats et sur les parties sur lesquelles ils s'appliquent. Ces plis doivent rester fermés et mis en lieu sûr, par le président du jury, jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 127 du règlement précité.

8. Cette formalité accomplie, la séance publique prend fin. Les architectes concurrents et le public se retirent de la salle.

ARTICLE 14 : ÉVALUATION DES PROJETS DES ARCHITECTES À HUIS CLOS

1. Le jury du concours poursuit ses travaux à huis clos.

2. Le président ouvre les plis comportant la mention « estimation », vérifie la présence, dans chacun d'eux, des pièces exigées et annonce, à haute voix, le montant de chaque estimation.

3. Le jury vérifie les estimations des architectes par rapport au budget prévisionnel maximum prévu par le maître d'ouvrage pour l'exécution de la prestation et écarte les projets dont l'estimation est supérieure à ce budget.

4. Le jury procède, ensuite, à l'ouverture des plis comportant la mention « projet » à l'exception de ceux relatifs aux projets écartés pour le motif cité au paragraphe 3 ci-dessus.

5. Le jury procède, ensuite, à l'évaluation et au classement des projets sur la base des critères figurant au règlement du concours. Il peut consulter tout expert qui pourrait l'éclairer sur des points particuliers des projets proposés. Il peut également, avant de se prononcer, instituer une sous-commission pour analyser lesdits projets. La sous-commission doit comprendre au moins un architecte en sa qualité de membre du jury du concours architectural.

Une note sur cent (100) points est attribuée à chaque proposition technique.

6. Le jury procède, ensuite, à l'évaluation des estimations sommaires du coût global des travaux et du calendrier d'établissement des études sur la base des critères prévus au règlement du concours. Une note de cent (100) points est attribuée à l'estimation la plus avantageuse.

Cette note est répartie comme suit :

- quatre-vingts (80) points, pour l'estimation du coût global des travaux, à l'estimation la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles à leurs montants aux autres estimations sommaires ;
- vingt (20) points pour le calendrier d'établissement des études.

Le jury écarte les projets qui ne répondent pas aux critères fixés par le règlement du concours et arrête la liste des projets admis.

7. Le jury de concours procède à la levée de l'anonymat. Il ouvre le pli contenant les enveloppes comportant les déclarations de l'identité des architectes.

8. Le jury arrête la liste des architectes dont les projets sont retenus et la liste des architectes dont les projets sont écartés.

9. Le président fixe, en concertation avec les membres du jury, la date et l'heure prévues pour la reprise de la séance publique. A l'issue de la séance, le président demande au maître d'ouvrage et au Maître d'Ouvrage Délégué de procéder à l'affichage dans leurs locaux respectifs, de la date et de l'heure retenues pour la prochaine séance publique et d'en informer, par écrit, les architectes ayant déposé des offres.

A l'issue de la séance, le président demande au maître d'ouvrage et au Maître d'Ouvrage Délégué de procéder à l'affichage dans leurs locaux respectifs, de la date et de l'heure retenues pour la prochaine séance publique et d'en informer, par écrit, les architectes ayant déposé des offres de cette date.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS CONTENANT LES PROPOSITIONS FINANCIÈRES EN SÉANCE PUBLIQUE

1. La séance publique est reprise à la date et à l'heure fixées telles qu'elles ont été affichées et communiquées par le maître d'ouvrage.

2. Le président donne lecture de la liste des architectes dont les projets sont admis, sans faire connaître les motifs d'élimination des architectes dont les projets sont écartés.

Le président rend, contre décharge, aux architectes écartés présents leurs dossiers, à l'exception des documents ayant été à l'origine de leur écartement.

3. Le président ouvre, ensuite, les plis des architectes admis portant la mention « proposition financière » et annonce, à haute voix, les pièces contenues dans chaque pli, l'identité de l'architecte et le taux d'honoraires mentionné dans son acte d'engagement.

Les membres du jury paraphent les actes d'engagement portant la proposition du taux d'honoraires. Cette formalité accomplie, la séance publique prend fin.

Le public et les architectes concurrents se retirent de la salle.

ARTICLE 16 : ÉVALUATION DES PROPOSITIONS FINANCIÈRES À HUIS CLOS

1. Le jury de concours se réunit à huis clos et vérifie que le contrat d'architecte est paraphé et signé par l'architecte ou par la personne dûment habilitée à l'engager. Il écarte les architectes dont les contrats ne sont pas signés ou sont signés par des personnes n'ayant pas qualité pour les engager.

2. Le jury vérifie, ensuite, les actes d'engagement et écarte les architectes dont les actes d'engagement :
- ne sont pas signés ;
 - sont signés par des personnes non habilitées à engager les architectes concurrents concernés ;
 - expriment des restrictions ou des réserves ;
 - portent des taux d'honoraires supérieurs aux maximums ou inférieurs aux minimums prévus à l'article 93 du règlement précité.

3. Le jury procède à la notation financière des propositions d'honoraires, en attribuant une note de cent (100) points à la proposition d'honoraires la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles à leurs montants aux autres propositions d'honoraires.

4. Le jury procède à l'évaluation des offres, en vue de les classer et de choisir l'offre la plus avantageuse. A cet effet, il procède à la pondération des notes obtenues par chaque architecte en fonction de la proposition technique, de l'estimation sommaire du coût global des travaux, du calendrier d'établissement des études et de la proposition d'honoraires.

La note globale est obtenue par l'addition de la note technique, de la note de l'estimation sommaire et de la note financière, après l'introduction d'une pondération. La pondération appliquée est fixée comme suit :

- **soixante-dix pour cent (70%)** pour la proposition technique ;
- **vingt pour cent (20%)** pour l'estimation sommaire du coût global des travaux et du calendrier d'établissement des études ;
- **dix pour cent (10%)** pour la proposition d'honoraires.

5. Le jury procède, ensuite, au classement des architectes concurrents en fonction de l'offre la plus avantageuse.

6. A l'issue de ce classement, le président du jury de concours invite, par lettre recommandée avec accusé de réception, les architectes concurrents concernés à :

- produire les pièces du dossier administratif prévues à l'article 100 du règlement précité ;
- confirmer, le cas échéant, les rectifications des erreurs matérielles relevées.

A cet effet, il leur fixe un délai qui ne peut être inférieur à sept jours à compter de la date de réception de la lettre d'invitation.

7. Le président du jury suspend la séance et fixe la date et l'heure de reprise de ses travaux.

8. Les éléments de réponse des architectes concurrents doivent être produits dans un pli fermé. Ce pli doit comporter, de façon apparente, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse de l'architecte ;
- l'objet du concours ;
- la mention « dossier administratif » ;
- l'avertissement que « ce pli ne doit être ouvert que par le président du jury du concours ».

Ce pli doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la lettre d'invitation, soit envoyé, par lettre recommandée avec accusé de réception, au bureau précité.

Le dépôt de ce pli est inscrit au registre spécial prévu à l'article 4 du règlement précité.

9. Le jury se réunit le jour et à l'heure fixés. Toutefois, le président peut inviter les membres du jury à reprendre ses travaux, dès la réception des réponses des architectes concernés.

Il s'assure de l'existence du support ayant servi de moyen d'invitation des architectes concernés et procède à la vérification des pièces et des réponses reçues.

Après examen des pièces et des réponses reçues, le jury :

- a) Écarte tout architecte qui :
 - ne répond pas dans le délai imparti ;
 - ne produit pas les pièces exigées ou produit des pièces non conformes ;
 - ne confirme pas les rectifications des erreurs matérielles demandées.
- b) Arrête le classement définitif des architectes en fonction de leurs projets et propose au maître d'ouvrage de retenir le projet classé le premier et d'attribuer une prime aux candidats les mieux classés dans la limite de cinq.

10. Les primes ne sont pas attribuées aux architectes écartés, conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 9 du présent article.

11. Le classement proposé par le jury ne peut, en aucun cas, être modifié.

ARTICLE 17 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout autre moyen pouvant donner date certaine de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant le concours architectural ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçu, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes formes aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier du concours architectural et aux membres du jury du concours architectural. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent potentiel dans le portail des marchés publics et sur le site web de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention : www.inpplc.ma.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 18 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER DU CONCOURS

Exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier de concours architectural sans changer l'objet du concours. Ces modifications sont communiquées par le maître d'ouvrage, à tous les candidats ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et mises à la disposition des autres concurrents architectes. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard dix (10) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications nécessitent le report de la date prévue pour la tenue de la séance d'ouverture des plis, ce report fait l'objet d'un avis publié conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 102 du règlement précité.

ARTICLE 19 : CRITERES D'ÉVALUATION DES PROJETS DES ARCHITECTES

Les critères de choix et de classement des offres pour attribuer le contrat à l'architecte qui a présenté l'offre la plus avantageuse portent sur :

A. la qualité de la proposition technique :

- a) du point de vue de l'originalité, de la pertinence et de l'intelligence créative du parti architectural, l'insertion du projet dans le site et le respect des dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme ;
- b) du point de vue de la protection de l'environnement et du développement durable, le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, la préservation des ressources hydriques, ainsi que le respect des normes de construction et la prise en compte des produits d'origine marocaine notamment les produits artisanaux ;
- c) au regard des exigences du programme du concours portant sur le respect des surfaces des différentes composantes du programme, des normes et règlements de confort et de sécurité et de la qualité de la distribution et des flux et de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ;
- d) du point de vue de la faisabilité technique portant sur la qualité du parti constructif, la qualité des dispositifs de circulation horizontale et verticale et la qualité des infrastructures.

B. l'optimisation des coûts du projet et des délais de sa réalisation portant sur :

- a) l'estimation sommaire hors taxes, du coût global du projet à réaliser ;
- b) le calendrier d'établissement des études.

C. la proposition d'honoraires présentée par l'architecte.

CRITERES		NOTE
N1 : NOTE DE PRESENTATION + ESQUISSE		
N1-1 QUALITE ARCHITECTURALE DU PROJET		
	ORIGINALITE, PERTINENCE ET INTELLIGENCE CREATIVE DU PARTI ARCHITECTURAL Originalité et pertinence du parti architectural, recherche en termes de composition volumétrique, harmonie des différentes façades du projet, équilibre du rapport plein et vide en fonction de l'orientation, adéquation de l'expression esthétique du projet avec sa vocation, en prenant en considération, autant que possible, les spécificités du MO (l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption) et les messages et valeurs portées par sa mission.	Sur 40pts
	INSERTION DU PROJET DANS LE SITE ET RESPECT DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE D'URBANISME Intégration urbaine, gestion des accès et des flux extérieurs et de l'accessibilité au site, qualité des aménagements paysagers, respect des dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme.	Sur 10pts
N 1- 2 QUALITE FONCTIONNELLE DU PROJET		
	Organisations et distribution des différentes composantes, telles que présentées dans le programme : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Disposition et organisation des différentes entités fonctionnelles ; ▪ Respect des orientations du programme relatif à chaque espace ; ▪ Agencement des espaces ; ▪ Configuration des circulations horizontales et verticales et respect des différentes liaisons fonctionnelles exigées ; 	Sur 20 pts

	<ul style="list-style-type: none"> Qualité des espaces intérieurs : qualité des ambiances et qualité de l'éclairage et de l'aération naturels ; Prise en compte des normes de sécurité incendie ; Prise en compte de normes d'accessibilité aux PMR ; 	
	Respect des surfaces des différentes composantes ;	Sur 10pts
N 1-3 Qualité technique du projet		
	PERTINENCE DU CHOIX DES MATERIAUX : Note descriptive des matériaux utilisés, respect du standing demandé et du Coût associé, faisabilité technique. Pour le même niveau de qualité et de standing, donner la priorité aux matériaux de provenance locale.	Sur 05pts
	Développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique Prise en compte des principes de l'architecture bioclimatique : Orientation, Etude de l'ensoleillement, Etude de l'éclairage, étude des matériaux et de la conception des parois de façade, Etude de la ventilation naturelle, préservation des ressources hydriques... Système actif relatif à l'efficacité énergétique du bâtiment : Dispositifs techniques, Recours aux moyens de production de l'énergie renouvelable intégrés à l'architecture du projet ; Système de gestion de l'eau pluviale ...	Sur 10pts
	Parti constructif et respect des normes de construction.	Sur 05pts
TOTAL N1 : NOTE DE PRESENTATION + ESQUISSE		Sur 100pts
<i>N.B : Les projets ayant obtenus une note N1 strictement inférieure à 60 points seront écartés</i>		
N2 OPTIMISATION DES COÛTS DU PROJET ET DES DELAIS DE SA REALISATION		
N 2-1 optimisation des coûts du projet		
	$N2.1 = 80x \left[1 - \frac{ Ea - Ex }{Ea} \right]$ <p>Ea : l'estimation la plus avantageuse étant la moyenne arithmétique de l'estimation du maître d'ouvrage et la moyenne des estimations sommaires de tous les concurrents ; Ex : l'estimation sommaire proposée par le concurrent à évaluer ; ... : étant la valeur absolue</p>	Sur 80pts
N 2-2 Calendrier d'établissement des études		
	$N2.2 = 10 \times \left(1 + \frac{T_{max} - t}{T_{max} - T_{min}} \right)$ <p>t : étant le calendrier proposé par le concurrent à évaluer T_{max} : étant le calendrier présentant la durée maximale T_{min} : étant le calendrier présentant la durée minimale. Dans le cas où T_{max} = T_{min} la note sera de 20pts (le délai présenté par les concurrents sera converti en jour)</p>	Sur 20pts
TOTAL N2 : OPTIMISATION DES COÛTS DU PROJET ET DES DELAIS DE SA REALISATION		0pt à 100pts
N3 PROPOSITION FINANCIERE		
Proposition financière		
	$N2 = 100x \left[\frac{Ta}{Tx} \right]$ <p>Ta : Taux des honoraires le plus avantageux (moins disant) ; Tx : Taux des honoraires de l'architecte.</p>	0pt à 100pts
TOTAL N3 : PROPOSITION FINANCIERE		0pt à 100pts

Le jury procède à l'évaluation des offres, en vue de les classer et de choisir l'offre la plus avantageuse.

A cet effet, il procède à la pondération des notes obtenues par chaque architecte en fonction de la proposition technique, de l'estimation sommaire du coût global des travaux, du calendrier d'établissement des études et de la proposition d'honoraires.

La note globale est obtenue par l'addition de la note technique, de la note de l'estimation sommaire et de la note financière, après l'introduction d'une pondération.

La pondération appliquée est fixée comme suit :

- (70%) pour la proposition technique ;
- (20%) pour l'estimation sommaire du coût global des travaux et du calendrier d'établissement des études ;
- 10%) pour la proposition d'honoraires.

ARTICLE 20 : DOSSIER ADMINISTRATIF POUR L'ALLOCATION DES PRIMES

Pour constituer le dossier d'attribution des primes, les architectes sont tenu de présenter un dossier administratif visé à l'article 4 du présent règlement.

ARTICLE 21 : SUITE A DONNER AU CONCOURS

Le lauréat du concours se verra confier les prestations architecturales relatives au projet, comprenant l'ensemble de la mission prescrite par le paragraphe a) de l'article 53 de la loi n°12-90 relative à l'urbanisme, telle que promulguée par le Dahir n°1-92-31 du 17/06/1992, ainsi que le suivi et le contrôle de l'exécution du projet. Les prestations seront réalisées dans le cadre d'un contrat établi selon le modèle du contrat d'architecte, joint en annexes, tel que prévu par le Règlement des marchés du Maître d'Ouvrage en outre, les quatre autres projets mieux classés parmi les projets retenus seront primés conformément aux dispositions du programme du concours. Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de retarder l'exécution du projet, de l'étaler dans le temps ou de ne pas donner suite au présent concours.

ARTICLE 22 : ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT

Les concurrents prennent eux-mêmes en charge une police d'assurance pour les prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur du concours.

Les frais d'envoi des prestations sont pris en charge par les concurrents. Les dossiers sont acheminés sous la seule responsabilité des concurrents.

L'organisateur du concours ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des projets.

ARTICLE 23 : DROITS DE PROPRIETE


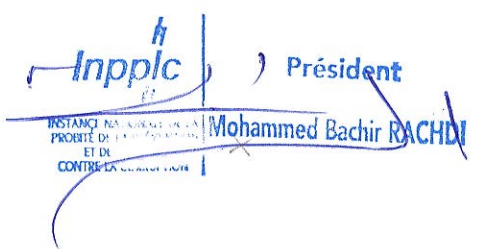
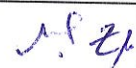

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires sur la propriété artistique, le maître d'ouvrage conserve la pleine propriété des prestations du lauréat du concours et des candidats primés.

L'organisateur du concours ne peut utiliser les prestations des projets primés que pour l'objet du concours.

Les auteurs des projets conservent leurs droits d'auteur sur l'utilisation des prestations qu'ils ont fournies. Elles ne peuvent être utilisées par le maître de l'ouvrage sans accord de leurs auteurs.

ARTICLE 24 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Les pièces constitutives contenues dans le dossier présenté par les concurrents doivent être établies en langue française.

SIGNATURE DU MAITRE D'OUVRAGE	SIGNATURE DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE
 	 
SIGNATURE DE L'ARCHITECTE CONCURRENT <i>Mention "lu et accepté"</i>	